

4 février 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Gerhard Schroeder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne et M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la rencontre bilatérale franco-allemande, l'élargissement de l'Union européenne, la préparation du Conseil européen de Barcelone et la politique étrangère de l'Union européenne, Berlin le 4 février 2002.

LE CHANCELIER - Mesdames et Messieurs, ces rencontres ont lieu depuis un an maintenant. C'est donc un anniversaire que nous fêtons au sein de ce cercle - les ministres des Affaires étrangères, le Président de la République, le Premier Ministre et le Chancelier. Nos entretiens se déroulent dans une atmosphère amicale et de confiance, et le niveau auquel ils ont lieu n'a pas seulement fait ses preuves en raison de l'atmosphère mais aussi en raison de leur teneur.

La France et l'Allemagne ne connaissent pas de difficultés bilatérales. Aussi, nous avons eu le temps ce soir d'aborder les questions européennes et la politique internationale. Pour ce qui concerne l'Europe, nous nous sommes penchés sur les questions liées à l'élargissement ainsi qu'au travail de la Convention et aux attentes que nous avons à son égard.

La France et l'Allemagne conviennent pleinement de la nécessité historique de l'élargissement, et nous soutenons le processus d'élargissement dans son entier et de tout coeur. Nous sommes toutefois très attachés à ce que l'agenda 2000, c'est à dire les perspectives financières pour la période allant de 2000 à 2006, décidé ici, à Berlin, constitue la base sur laquelle se fera l'élargissement. Nous pensons que la Commission européenne respectera naturellement ces considérations.

Par ailleurs, nous sommes convenus de préparer de concert le conseil européen de Barcelone au mois de mars. La France et l'Allemagne entendent dégager une position commune en vue de cette échéance. Il y aura des questions économiques centrales qui seront traitées à l'occasion de ce sommet. Nous ne devons pas pour autant oublier que l'Europe ne se résume pas à un marché mais que l'Europe incarne bien un modèle social fondé sur la participation à la décision de tous les hommes et de toutes les femmes qui travaillent dans les entreprises, dans les administrations et que cette démarche économique ne se limite pas à la recherche de la performance.

En ce qui concerne les questions de politique internationale, j'ai relaté mon voyage récent à Washington et nous avons amplement parlé de la situation en Afghanistan et au Moyen-Orient, mais je crois que je vais laisser la parole à mes homologues pour aborder ces questions.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier le Chancelier pour son accueil dans ce superbe endroit chargé d'histoire et m'associer au jugement qu'il a porté sur nos réunions régulières depuis un an, qui ont été sans aucun doute extrêmement positives dans l'élaboration d'une

position commune, notamment pour tout ce qui touche aux affaires européennes.

Nous l'avons encore observé aujourd'hui en évoquant notamment trois sujets importants que le Chancelier vient d'évoquer. D'abord la Convention qui va s'ouvrir dans quelques jours et qui va préparer l'avenir de l'Europe. Nous sommes convaincus qu'un lien très étroit et une association très profonde entre l'Allemagne et la France pour définir une stratégie européenne commune facilitera les travaux de cette Convention et nous faisons toute confiance à M. Valéry Giscard d'Estaing pour la conduire à son terme dans les meilleures conditions.

En ce qui concerne l'élargissement, qui entre maintenant dans une période active, nous partageons le même sentiment sur la nécessité -et nous avons la même détermination- de conduire cet élargissement à son terme dans les délais les meilleurs, notamment pour que le maximum de pays candidats soit prêt à entrer en 2004. Et nous ferons tout ce qui est possible pour le faciliter, naturellement. S'agissant des premières propositions de la Commission, nous les étudions avec beaucoup d'intérêt naturellement, car il est nécessaire que, sous le plafond de ce qui a été décidé à Berlin, nous ayons une position raisonnable pour que cet élargissement puisse se faire dans une bonne harmonie.

En ce qui concerne le Conseil de Barcelone, nous avons observé les mêmes convergences de vues. Nous sommes naturellement favorables à un marché de plus en plus cohérent, de plus en plus dynamique, de plus en plus orienté vers les investissements dans le domaine de la recherche et de la connaissance, nous sommes également, comme l'a dit à juste titre le Chancelier, extrêmement attachés à ce que ne soit pas mis en cause pour autant notre modèle social européen, et notre modèle européen en termes de services publics et du droit de tous les Européens à avoir un service public à la fois égal et le meilleur possible.

Sur la politique étrangère, même convergence de vues. Sur l'Afghanistan nous faisons la même analyse. Nous nous réjouissons des moyens financiers importants qui ont été mobilisés tout en mettant naturellement comme condition à leur mise en oeuvre que les responsables Afghans restent bien dans la philosophie qu'ils ont eux-mêmes arrêtée à la conférence de Bonn, car bien entendu c'est un état démocratique organisé, un état de droit, que nous souhaitons voir s'installer en Afghanistan.

S'agissant du Moyen-Orient, nous avons exprimé déjà notre point de vue lors de la dernière réunion du Conseil des affaires générales, nous n'avons rien de plus à dire, si ce n'est que nous n'arrivons pas à nous résoudre à accepter la disparition des acquis de Madrid et d'Oslo. La poursuite de la concertation pour arriver à une solution de paix passe sans aucun doute par un retour à la table des négociations. Voilà.

LE PREMIER MINISTRE - Je crois que le Chancelier et le Président de la République ont parfaitement exprimé devant vous la teneur et l'esprit de nos échanges donc je ne vois rien à ajouter, sinon la volonté du côté allemand et français d'aborder les rendez-vous qui sont devant nous, notamment celui de Barcelone, mais aussi les perspectives de l'élargissement ou celles du débat sur l'avenir de l'Europe dans une coopération, dans un travail commun et dans des recherches de compromis qui seront certainement utiles aux nécessaires compromis européens.

QUESTION - Avez-vous parlé de l'A400M ?

LE PRESIDENT - Le Chancelier s'est exprimé sur ce point et nous n'en avons pas reparlé aujourd'hui, il n'y avait pas nécessité de le faire. Nous avons toute confiance dans la parole du Chancelier.

QUESTION - M. le Chancelier est-ce que vous avez abordé les questions économiques et notamment cette question de l'éventualité d'un avertissement préventif adressé par la Commission à la République fédérale ?

LE CHANCELIER - Non, cette question n'a pas été abordée aujourd'hui et prendra toute sa dimension à l'occasion des délibérations du conseil économie/Finances.

QUESTION - M. le Chancelier est-ce que vous avez parlé d'un éventuel engagement militaire en Iraq ?

LE CHANCELIER - Non, il n'y avait pas du tout lieu d'en parler.

Merci.

